



La guerre du coltan en RDC

Repositionner le jeu des acteurs dans le paradigme des stratégies de puissances

Travail de recherche réalisé dans le cadre
de la préparation du Master en Stratégie d'Intelligence Economique.

Novembre 2008

V.H., sous la direction de :
Christian HARBULOT, EGE

Avertissement et Copyright

Ce document a été préparé par des étudiants de l'Ecole de Guerre Economique afin de satisfaire à des exigences pédagogiques. Il s'agit donc d'un document d'études qui s'inscrit dans un cadre de travail de type universitaire. Il ne contient que des opinions ou des faits que les auteurs considèrent comme appropriés et convenables au sujet.

Ce document ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Les droits intellectuels appartiennent à l'Association des anciens de l'Ecole de Guerre Economique (ci-après AEGE). Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction de cette présentation ne peut se faire sans la permission expresse des ayants droits.

<http://www.aege.fr>

L'indignation des Nations Unies et de la presse internationale face à l'exploitation meurtrière du coltan en RDC n'a jamais permis d'assainir la situation. Et pour cause, les coupables désignés ne sont pas ceux situés en amont du problème. Leurs activités, téléguidées, s'insèrent dans l'architecture d'une guerre géostratégique menée par les puissances étrangères en RDC. Ces affrontements peuvent être décryptés par la cartographie des acteurs du marché du coltan. Y distinguer les points névralgiques revient à identifier les leviers par lesquels les Etats gouvernent le marché de l'or gris dans les circuits internationaux : *HC Starck* (All.), *Cabot Corp.*, *Kemet Corp.*, et *Vishay Intertechnology* (USA), ainsi que *Sons of Gwalia* (Aust. [1]). Ces bras armés des puissances constituent l'autorité économique du marché mondial et fournissent la grille de lecture des affrontements susmentionnés.

[1] *Sons of Gwalia* entre indirectement dans cette liste en extrayant en Australie près de 50% du coltan du marché sur la base d'accords de tonnages prédéfinis à long terme (plus de 10 ans) avec uniquement les deux géants du marché (*HC Starck* et *Cabot Corp.*). C'est en parallèle à ce référentiel fixe que fluctueront prix et quantité de coltan sur le marché, via les gisements congolais notamment.

L'affrontement des puissances américano-européennes

L'Europe et les Etats-Unis sont totalement dépendants des réserves étrangères en coltan. Si aujourd'hui l'Australie et le Brésil en exportent en quantité, l'enjeu géostratégique des puissances, qui raisonnent en termes de réserves, est en RDC. De fait, le coltan de la région du Kivu représente 60% à 80% des réserves mondiales de tantale (métal extrait du coltan). Pourtant historiquement influentes dans les Grands Lacs, les puissances européennes (Allemagne, Belgique et France) disputent la maîtrise de cet or gris à des Etats-Unis qui ont depuis acquis une position stratégique. L'enjeu pour ces Etats aux systèmes de défense de haute technologie est que le coltan, en plus de son potentiel économique substantiel, est « *strategical* » : « *many of the applications for tantalum are either directly or indirectly defense related* » (*U.S. Department of the Interior* [2]) puisque le tantale est indispensable à l'industrie aéronautique, aérospatiale et de défense (réacteurs, missiles, satellites etc.). Cette guerre économique se joue sur plusieurs champs de bataille, ce qui se traduit par un dispositif de contrôle de la filière coltan à plusieurs strates :

Sur le terrain, en RDC, la course au coltan pilotée par les Etats se fait sans éthique. Les quatre rapports onusiens dénonçant multinationales occidentales et individus nominativement n'ont concrètement eu pour effet que le développement de subterfuges destinés à brouiller les pistes de la provenance du coltan. Aujourd'hui comme hier, les multinationales qui participent à l'extraction du minerai au Kivu financent indirectement la guerre par les taxes payées aux groupes rebelles [3] qui maîtrisent les mines de la région. L'Allemagne notamment, en lien direct avec le patronat germanique, y mène une franche guerre économique mêlée d'affrontements diplomatiques avec Kinshasa et de soutiens réguliers aux milices sécessionnistes et pro rwandaisés. Berlin protège ainsi en période de conflits l'un des plus importants gisements de columbium (la partie col du coltan, moins lucrative que le tantale, mais essentielle aux secteurs industriels de pointe : énergie, aérospatial, transport) du Kivu, *Lweshé*, dont elle a la tutelle depuis 1994. En soutenant politiquement leurs multinationales, les puissances occidentales dessinent respectivement un échiquier géopolitique où les Etats pilleurs de la RDC, principalement le Rwanda mais aussi l'Ouganda et le Burundi, desquels le coltan quittera les Grands Lacs, sont des partenaires stratégiques.

Les agences internationales de courtage et de transport du coltan amassé illustrent également des affrontements concurrentiels guidés par des préoccupations régionales. Les courtiers, qui achètent le minerai pour le vendre aux métallurgistes, ont une obligation d'indépendance. En pratique, ce sont des partenaires ou des filiales des mêmes *holdings* miniers cherchant à maîtriser les sorties de coltan. A Kigali, où converge la très grande majorité des pillages du minerai à destination de l'Europe, ce sont exclusivement des compagnies européennes, parfois connues comme proches du pouvoir, qui assurent le transport du coltan vers le vieux continent. Une répartition policée des tâches qui laisse suspecter l'influence de la « *main invisible des puissances* » (Christian HARBULOT) : à *Brussel Airlines* (Belgique) et *Martinair* (Pays-Bas) la voie aérienne jusqu'à Ostende ou Anvers, à *SDV Transintra* (Groupe Bolloré, France) la route jusqu'au port de Dar-es-Salam en Tanzanie, à *Safmarine* (Danemark) la liaison maritime jusqu'à Anvers ou Ostende.

La transformation du coltan (séparation de la colombite de la tantalite) est ensuite indispensable à toute utilisation industrielle. Cette technologie stratégique n'est maîtrisée que par cinq pays dans le monde. Via l'allemande *HC Starck* (filiale de *BAYER AG*, leader du marché) et l'américaine *Cabot Corp.* qui se concurrencent ardemment 75 à 85% du raffinage, l'Allemagne et les Etats-Unis maîtrisent l'entrée sur le marché mondial de plus de 80% tantale disponible. Cette position est stratégique pour contrôler en aval la

diffusion du tantale. Elle est aussi en soit une victoire économique dans la mesure où par cette opération, le minerai acquiert près de 560% de valeur ajoutée. Les applications économiques du coltan ne sont d'ailleurs pas à négliger. Il appert en effet que la course aux concessions minières en RDC a été particulièrement stimulée par la ruée des fonds de pension américains [4]. Avant la crise financière actuelle, 95% des acheteurs de concession n'avaient pas d'argent à investir. Le minerai n'était qu'un prétexte pour développer des démarches spéculatives très rémunératrices mais éloignées des réalités de production. Cette bien meilleure intégration des échafaudages financiers par la puissance américaine est un sérieux avantage concurrentiel sur les européens. Déjà dans les années 1950 puis en 2000, le tantale fut utilisé comme arme financière par le *Defense National Stockpile Center* américain qui gouvernait le marché en se dépossédant de centaines de tonnes de tantale auprès du *London Stock Exchange*.

Les entreprises manufacturières de tantale *Kemet Corp.*, *Vishay Intertechnology* et *AVX Corp.*, suivies de loin par la japonaise *NEC/Tonkin* et l'allemande *EPCOS*, témoignent enfin de la position préférentielle acquise par la puissance américaine en fin de chaîne. Celle-ci maîtrise ainsi 90% de la fabrication mondiale de condensateurs (opération par laquelle le tantale acquiert une plus-value de 200%), composants indispensables à la confection des appareils électroniques et pour qui est destiné près de 70% du tantale du marché. Les Etats-Unis jouissent donc pour finir d'une position dominante sur les fabricants de produits finis (téléphones, informatique etc.), c'est-à-dire en premier lieu les européens – suivis du Japon et des Etats-Unis eux-mêmes.

L'entrée en jeu d'une nouvelle stratégie de puissance

La donne desdits affrontements n'est pas figée. Depuis un an, les puissances occidentales doivent faire face à l'arrivée d'un concurrent déroutant : la Chine. Opposant au jeu d'échec occidental la stratégie du jeu de go, l'empire du milieu pourrait pallier à sa position asymétrique en mettant la main sur de très grandes quantités de coltan congolais. De fait le 17 septembre 2007, la Chine a signé le « contrat du siècle » en offrant à la RDC – qui se débat pour liquider sa dette extérieure – ce que l'Occident n'a jamais été capable de proposer : un troc infrastructures contre minerais (30 ans d'exploitation des ressources naturelles, dividendes répartis à raison de 68% pour la Chine, 32% pour la RDC) étayé par des milliards de dollars disponibles immédiatement (11 à terme) et sans interminables conditions. Notons cependant que si cette offensive permet à Pékin d'apparaître comme la planche de salut du régime de Kinshasa, la Chine s'adonne parallèlement depuis plusieurs années aux mêmes pratiques que les occidentaux en s'approvisionnant illégalement en coltan *via* le Rwanda [5].

Si pour l'heure les chinois s'affairent au Sud, dans le Katanga (cuivre et cobalt), les deux chantiers routiers qu'ils mènent dans le grand Kivu sont certainement les outils d'une stratégie de conquête de l'espace progressive visant les réserves naturelles de la région.

Vers un revers des puissances occidentales ?

Les affrontements de puissances sur le coltan en RDC ont donc pour point commun un double-jeu des acteurs, facilité et renforcé par l'implication des Nations Unies dans la région. Jusqu'à ces dernières semaines, chacun répondait à ses intérêts stratégiques en soutenant à la fois le gouvernement de Kinshasa depuis New York et les entités trafiquantes *ad hoc* depuis sa capitale. Paradoxalement, la MONUC sert cette politique. En effet, le déploiement de la plus importante Opération de maintien de la paix (en troupes et en coût financier), vitrine de l'Organisation, montre une communauté internationale engagée en faveur du processus de paix. Cependant l'extraction du coltan s'effectue dans le Kivu, une forêt dense où très peu de casques bleus sont déployés et où de toute façon « la MONUC n'aime pas aller et ne veut pas prendre de risque » [4], simplement car elle ne sait pas s'y battre. Au mieux éliminera-t-elle quelques groupes rebelles à l'Est du Congo, laissant aux multinationales prédatrices du champ libre pour opérer plus aisément. Seulement, aveuglées par leur guerre économique, les puissances sont allées trop loin en téléguidant, composant et recomposant les alliances géostratégiques en RDC. Ce ne sont pas les cinq millions de morts générés par les conflits de la région qui posent problème. En revanche, l'avancée du chef tutsi Laurent NKUNDA à l'Est du Congo est, elle, très inquiétante pour les marionnettistes. Les puissances sont prises à leur propre jeu : si le fleuron des forces onusiennes subit une défaite en RDC, les Nations Unies risquent de connaître un discrédit suffisant pour impacter substantiellement la géopolitique des grands de ce monde. Et dans un tel scénario, ce sont les puissances occidentales qui ont le plus à perdre.

Bibliographie

Entretiens terrain

- [4] Entretien téléphonique avec le Père Didier de FAILLY, Directeur du Bureau d'études scientifiques et techniques (BEST) de Bukavu (RDC), expert des problématiques coltan dans les Grands Lacs.
- [5] Retour d'expérience terrain.
- Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York.

Revue de presse

- DEBELLEIX, Emmanuelle. « Du sang sur les portables ». *Terra economica*. Septembre 2006. 24, p.6-8.
- REMY, Jean-Philippe. « Dans l'est du Congo, les belligérants organisent le pillage et le trafic du coltan ; enlisés dans le conflit en RDC, le Rwanda et l'Ouganda financent ainsi leur effort de guerre ». *Le Monde*. 21 août 2008.

Ouvrages, rapports & études

- FAILLY de, Didier. *Coltan : pour comprendre* in *L'annuaire des Grands Lacs*. Paris : l'Harmattan, 2001, p. 3 à 27.
- GRAMA Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique). *La route commerciale du coltan congolais : une enquête*. Montréal : Université du Québec, mai 2003.
- KILOSHO, Barthelemy. *Le Commerce international du Coltan (Colombo Tantalite), quelle utilité sociale pour la population locale du Nord et Sud Kivu en RDC*. Bujumbura : Université CEPROME, 2006.
- MINANI BIHUZO, Rigobert. *RDC : la démocratie à l'épreuve de la géopolitique in 1990 - 2007, 17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Kinshasa : Cepas/rodhecic, 2008.
- [3] Nations Unies. *Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo*. New York : 12 avril 2001.
- [3] Nations Unies. *Additif au rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo*. New York : 13 novembre 2001.
- [3] Nations Unies. *Rapport intermédiaire du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC*. New York : 22 mai 2002.
- [3] Nations Unies. *Rapport final au Conseil de sécurité de l'ONU du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la RDC*. New York : 16 octobre 2002.
- [3] Nations Unies. *Nouveau rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC*. New York : 23 octobre 2003.
- [2] U.S. Department of the interior. *U.S. Geological Survey Minerals Yearbook. Columbian (niobium) and tantalum*. 2001.
- VICTOR, Jean-Christophe. *Le dessous des cartes, RDC*. 2007.

Sites Internet & blogs

- <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/6216059.html>, *Commerce Chine-RDC: 200 milliards de dollars en 2012*, consulté le 26 octobre 2008.
- http://www.laconscience.com/article.php?id_article=6811, *Chine-RDC : secret éventré*, consulté le 26 octobre 2008.
- <http://www.indymedia.be/nl/node/2375>, *Les patrons allemands prêts à financer la guerre au Kivu*, consulté le 29 octobre 2008.
- <http://www.inshuti.org/coltan2.htm>, *Supporting the war economy in the DRC: European companies and the coltan trade – Five Case Studies*, consulté le 27 octobre 2008.
- <http://www.monuc.org/Documents.aspx?lang=fr&categoryId=33&resourceId=4&menuOpened=Ressources>, *Cartothèque*, consultée le 26 octobre 2008.